

En quête de la nouvelle Indonésie

NANI ZULMINARNI¹



Le gouvernement de Wahid n'a pas été en mesure de tenir ses promesses de relance économique. Il n'y a pas eu d'amélioration du niveau de vie pour environ 40% de la population qui vivait en-dessous du seuil de pauvreté. De nombreux problèmes sociaux graves restent non résolus, notamment l'instabilité politique, l'agitation et le conflit armé, les violations des droits humains, la corruption, le népotisme, la collusion, les scandales et la pauvreté. La prise de conscience critique de la population et la disponibilité d'un espace pour que les personnes expriment leurs idées sont prometteuses pour la nouvelle Indonésie.

Les données sur 2001 ne sont pas disponibles, mais les données utilisées pour rédiger le rapport de Contrôle citoyen de l'an passé sont encore valables parce qu'il n'y a pas eu de changements profonds et significatifs dans les conditions sociales en Indonésie. Le présent rapport se concentre sur les questions brûlantes des réfugiés, de la violence à l'encontre des femmes, ainsi que sur la politique de décentralisation et sur les femmes dans la prise de décision. L'information utilisée pour préparer ce rapport a été collectée à partir de diverses sources, notamment les journaux quotidiens, les ONG, et l'expérience personnelle directe de l'auteur dans son travail à la base à travers le pays.

Problèmes économiques et mise en accusation du président

L'année 2001 a été une période cruciale pour l'Indonésie. Une période au cours de laquelle les gens en ont eu assez de vivre dans la pauvreté. Le gouvernement dirigé par Wahid n'a pas été en mesure de tenir ses promesses de relance économique. L'inflation a atteint 12,55%, niveau beaucoup plus élevé que celui de l'année précédente, où elle était de 9,35%. Le revenu tiré des exportations de biens et du tourisme a connu une baisse.² En conséquence, il n'y pas eu d'amélioration du niveau de vie pour près de 40% de la population qui vivait en dessous du seuil de pauvreté.

Le système politique est resté instable. Les politiciens ont fait preuve d'immaturité politique en se querellant entre eux. En conséquence, ils ont accordé davantage d'attention aux intérêts politiques qu'à la relance socio-économique. De nombreux problèmes sociaux graves restent non résolus, notamment l'instabilité politique, l'agitation et les conflits dans certaines parties de l'Indonésie, les violations des droits humains, la corruption, le népotisme, la collusion, les scandales et la pauvreté. Cette situation a apporté tristesse et déception à la population de l'Indonésie.

La confusion a atteint son apogée quand le parlement a mis en accusation et destitué le président (l'impeachment) en juillet 2001 pour le remplacer par Megawati comme cinquième Président de l'Indonésie. Megawati étant la première femme à la tête de l'Indonésie, la population a eu des attentes très élevées, spécialement en ce qui concerne la relance économique et la résolution des conflits. Ceci ne sera toutefois pas aisé pour la nouvelle présidente, car elle est confrontée à une situation compliquée et à de nombreux problèmes. Megawati est maintenant présidente depuis 6 mois, et il n'y a pas eu d'amélioration significative des conditions socio-économiques et politiques.

Toujours en lutte pour les besoins fondamentaux³

La population est de 195,1 millions de d'habitants (non compris deux provinces – Aceh et Maluku), avec 57,69% de la population vivant dans les zones rurales et plus de la moitié sont des femmes. Les statistiques révèlent que plus de 65% de la population est dans la catégorie active des 15-64 ans. Plus de 49% de la population dépense en moyenne moins de 200.000 roupies indonésiennes (environ 20 dollars US) par mois pour les besoins de base, ce qui indique un nombre encore élevé de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté.

L'éducation reste un problème sérieux: 10,25% de la population est illettrée et seulement environ 1,29% fréquente l'université. En général, le nombre de femmes illettrées ou n'ayant qu'un faible niveau d'instruction est deux fois plus élevé que chez les hommes. De nombreux enfants quittent l'école très tôt tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Certains deviennent des enfants de la rue et travaillent pour la survie de la famille. Bien qu'il n'y ait pas de données officielles publiées concernant les enfants de la rue et le travail des enfants, les activistes des ONG travaillant sur les questions de l'enfance disent qu'il y a actuellement davantage d'enfants de la rue et davantage d'enfants travailleurs.

Conflits non résolus et problèmes des réfugiés

Une préoccupation majeure en Indonésie concerne les conflits non résolus et leur impact, en particulier l'accroissement du nombre de personnes vivant dans les camps de réfugiés. Les conflits qui surviennent dans plusieurs régions ont des causes complexes, notamment des raisons historiques, une mauvaise politique de développement, la répression exercée par les régimes antérieurs, et l'accès aux ressources naturelles. La répartition inéquitable de la richesse par le gouvernement centralisé durant l'ère du Nouvel Ordre, a créé d'énormes disparités entre régions en termes de bien-être, de développement et d'accessibilité.

Au cours de l'année 2001, près 1,3 millions de personnes – dont plus de la moitié sont des femmes et des enfants – vivaient dans des camps de réfugiés inadéquats disséminés à travers 19 provinces d'Indonésie.⁴ Ce sont les victimes de plusieurs zones de conflits, notamment du Kalimantan de l'ouest et du centre, du Sulawesi du centre, d'Aceh, de Maluku et d'autres provinces. Il semble, actuellement, n'y avoir aucun moyen de résoudre le problème des réfugiés. Le gouvernement a affecté des fonds spéciaux pour les réfugiés et tente de les relocaliser, mais les problèmes sont trop complexes. De nombreux réfugiés vivent dans les camps depuis plus de 2 ans, par exemple dans le Kalimantan de l'ouest – dans l'incertitude.

¹ Présidente du Center for Womens' Resources Development (PPSW).

² Journal quotidien *Kompas*, janvier 2002.

³ Données des Statistiques sur le bien-être 2000 par l'Enquête économique et sociale nationale du BPS.

⁴ Journal quotidien *Kompas*, décembre 2001.



Le nombre de réfugiés peut augmenter, non seulement en raison du conflit interminable, mais aussi en raison de catastrophes naturelles telles que les inondations et les typhons. Ceci accroîtra la tâche qui incombe au gouvernement ainsi que son fardeau.

Violence à l'encontre des femmes

Comme effet dominant des problèmes socio-économiques, la violence à l'encontre des femmes s'est considérablement accrue en 2001. La Commission nationale pour les femmes a enregistré au moins 3.169 cas traités dans 14 zones d'Indonésie. La Commission estime que les chiffres réels peuvent être dix fois supérieurs car les gens ont tendance à dissimuler la violence domestique. Environ 40% des femmes subissent des violences perpétrées par un parent proche tel que le mari ou par un voisin et 32% sont victimes de viols dans leurs propres quartiers. La violence survient dans les zones de conflit, dans les grandes villes et dans les zones pauvres où de nombreuses personnes vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Les femmes, spécialement les travailleuses immigrées, sont également victimes de violences sur leur lieu de travail (17%).

La traite des femmes, spécialement celle des fillettes, est en hausse. La pauvreté conduit les gens à vendre leurs fillettes à l'industrie du sexe et des loisirs, en Indonésie, mais aussi à l'étranger. La Commission nationale pour les femmes n'a pas été en mesure de mettre un chiffre officiel sur cette traite clandestine, mais de nombreux cas ont été enregistrés par les ONG dans leurs zones d'intervention.

Décentralisation et lutte pour les droits des femmes

Pour résoudre certains des problèmes liés aux conflits et à la pauvreté, le gouvernement a entamé un processus de décentralisation. Ce processus est censé donner à chaque région davantage de pouvoir et d'autonomie pour gérer et contrôler son territoire et ses ressources propres. Ceci a également pour but de donner aux populations davantage de pouvoir pour contrôler leur propre gouvernement. Il reste toutefois un long chemin à parcourir, car toutes les régions ne sont pas prêtes pour l'autonomie. En outre, la décentralisation est interprétée et traduite différemment d'une région à l'autre.

La loi relative à la décentralisation propose que chaque région explore ses propres lois traditionnelles et coutumières et s'en serve comme base des réglementations et du droit local. Dans certains cas, la mise en œuvre du droit coutumier peut être bénéfique pour les populations, mais dans de nombreux cas, les femmes seront désavantagées, car la majeure partie du droit coutumier repose sur des valeurs patriarcales fortes. Les femmes seront marginalisées et exclues des processus de prise de décision dans de nombreux domaines.

Les femmes régressent quand leur position et leur statut sont déterminés par des systèmes manifestement discriminatoires. Par exemple, dans l'Ouest

Sumatra, où une loi coutumière a été adoptée pour déterminer que les décideurs du village seront répartis en trois groupes: dirigeants religieux, intellectuels et responsables étatiques, étant entendu que tous sont des hommes.

Une femme Présidente et des femmes décideurs

Bien que l'Indonésie ait actuellement une présidente, il n'y a pas de femmes politiciennes fortes pour appuyer le mouvement des femmes au niveau national et régional. Il y a peu de femmes dans les positions de prise de décision, par rapport aux hommes. Par exemple, les femmes ne constituent que 8,9% du parlement (il n'y a pas une seule femme parmi les 32 chefs de province, et seulement 5 femmes parmi les 266 chefs de districts), et elles occupent moins de 10% des postes de haut niveau dans la structure gouvernementale.

Ce manque de femmes décideurs est responsable de la politique et des concepts et stratégies de développement indifférents au genre. L'éducation politique des femmes n'est faite que par quelques ONG. L'Indonésie organisera bientôt des élections. Une stratégie effective d'éducation politique et de formation au leadership sera cruciale pour se préparer en vue de ces échéances.

Conclusion

Bien que l'Indonésie ait un long chemin à parcourir pour son renouveau, il y a bon espoir de faire avancer le pays. La prise de conscience critique de la population et la disponibilité d'un espace pour que les personnes expriment leurs idées sont prometteuses pour la nouvelle Indonésie. Les prochaines élections seront très importantes et stimulantes pour l'Indonésie. Une stratégie économique efficace est requise pour redresser l'Indonésie et l'empêcher de tomber en faillite. Ceci nécessitera la collaboration de toutes les parties, notamment de la société civile, du gouvernement et du secteur privé. Le peuple indonésien a bon espoir que ses politiciens auront la volonté politique de placer les préoccupations publiques au-dessus de leurs propres intérêts privés. ■

Centre for Women's Resources Development
<naniz@centrin.net.id>